

le commerce de banque, pour les impôts et la douane, pour le transport, les communications, et ainsi de suite. Non seulement l'article a été totalement mis de côté, mais jusqu'à la récente fusion des zones de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, il y avait quatre groupes distincts de zones et de programmes. Il semble n'y avoir eu que bien peu de contact entre la zone britannique, la zone américaine et la zone française, et aucun contact entre l'une de ces dernières et la zone soviétique.

L'article 19 est ainsi conçu :

Le payement des réparations devrait laisser à l'Allemagne suffisamment de ressources pour lui permettre de subsister sans assistance extérieure.

On ajoute que les surplus allemands doivent servir au payement des importations et le reste. L'article a été totalement mis de côté, et une grande partie des misères et des difficultés que connaît le Royaume-Uni lui-même dans le domaine des vivres vient de ce que les territoires allemands qui contiennent des vivres et des matières premières se trouvent dans la zone soviétique tandis que les régions industrielles les plus peuplées sont dans la zone britannique.

Le Canada devrait insister sur l'exécution de ces articles de l'accord de Potsdam, qui, sous plus d'un rapport, a compliqué le problème général des règlements de guerre et qu'ont arrêté les grandes puissances sans consulter au préalable un grand nombre d'autres nations, dont le Canada.

La question des réparations se pose, bien entendu. On ne saurait douter de la justice des revendications de l'Union soviétique, de la France et des autres pays qui réclament quelque compensation pour l'horrible destruction et les souffrances atroces attribuables à l'agression allemande. Le mémoire du Gouvernement adressé aux suppléants des ministres des affaires étrangères le signale à raison : le peuple allemand est responsable, car il a permis à Hitler de préparer et de faire la guerre à ses voisins. Il est vrai qu'Hitler a proclamé ouvertement sa politique d'agression éhontée. Encore ici, je cite un passage des observations de notre Gouvernement. Mais il est également vrai que des intérêts puissants et, il faut l'avouer, des chefs politiques de pays alliés, ont excusé et aidé même de leurs deniers son accession au pouvoir, parce qu'ils voyaient en lui un obstacle à la dissémination d'idées progressistes qu'ils n'aimaient pas, tandis que, même après le début de la guerre, d'autres persistaient à lui venir en aide.

Les réparations doivent se fonder sur le principe de l'équité plutôt que sur le désir de vengeance. Exiger des réparations qui, en plus

[M. Coldwell.]

de paralyser l'Allemagne, nuiraient au rétablissement de ses victimes, ce serait répéter l'une des erreurs de Versailles et faire disparaître tout espoir de rétablir l'Europe sur une base démocratique. Ceux qui se rappellent ce que contenait une œuvre de John Maynard Keynes, publiée après la première Grande Guerre et intitulée : *The Economic Consequences of the Peace*, songeront aux difficultés qu'il avait prévues et qui se sont réalisées par suite des réparations exigées à Versailles.

Seule, de tous les pays voisins, l'Union soviétique aurait des chances de survivre, car elle pourrait peut-être, grâce à sa régie absolue des domaines politique et économique, empêcher qu'un effondrement général de l'Europe n'influat sur sa situation intérieure.

La possibilité de faire face aux réparations et de contribuer à la restauration de l'économie universelle sera subordonnée au volume et au genre de production permis en Allemagne. Le Royaume-Uni préconise un volume de production plus important que celui sur lequel on s'est déjà entendu. A mon avis, il importe, non seulement d'encourager la production, mais aussi de mettre au point les méthodes qui permettent de surveiller et de réglementer la nature et la répartition de la production. Les payements de réparations seront possibles dans la mesure où l'exploitation des ressources allemandes pourra contribuer au bien-être de toute l'Europe, aussi bien qu'à celui de la population allemande.

Ce serait là une politique d'intérêt national bien compris. Prolonger l'effroyable état de choses qui existe en Allemagne et ailleurs, ne fera qu'engendrer des activités subversives clandestines. Dernièrement, on arrêtait, dans la zone d'occupation anglo-américaine, un grand nombre de personnes qui faisaient partie du mouvement de résistance nazie qui s'est poursuivi depuis la défaite. Les journaux signalent une recrudescence du nationalisme outrancier en Allemagne. Si le désespoir n'est pas la cause de ces sentiments, il ne les favorise pas moins. Afin de les contrebalancer, nous devons appuyer et encourager la formation de chefs démocratiques, favoriser le syndicalisme ouvrier et le mouvement coopératif et fournir à la population l'occasion de devenir l'artisan de sa propre sécurité économique.

Il est évident que l'occupation alliée s'imposera pendant quelque temps encore, ne fût-ce qu'en vue de mettre en pratique des mesures d'intérêt général. Il s'agira de savoir comment et par qui la chose s'effectuera. On espère que l'armée d'occupation selon l'antique concept, sera remplacée dès que la situation le permettra, par un organisme plus conforme aux besoins et aux idées modernes. En établissant avec soin un régime allemand